

COUR D'APPEL
DE PARIS

TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CABINET DE
M. CYRIL PAQUAUX
VICE-PRÉSIDENT CHARGÉ DE L'INSTRUCTION

N° DU PARQUET : . 1421100307 .
N° INSTRUCTION : . 2225/15/21 .
PROCÉDURE CRIMINELLE

DEMANDE D'ENTRAIDE INTERNATIONALE

Les juges d'instruction

à

ACTION
COPY

Mr. Serpa Soares
DSG, CdC
ES

Monsieur BAN KI-MOON
Secrétaire Général des Nations Unies
NEW YORK
USA

22/06/15

Nous, Cyril PAQUAUX, Sabine KHERIS, Françoise RIMAILHO, vice-présidents chargés de l'instruction au tribunal de grande instance de PARIS,

Vu l'information ci-dessus référencée, suivie des chefs de :
d'avoir à Bangui (RCA), entre décembre 2013 et juin 2014:

1/ par violence, contrainte, menace ou surprise, commis des actes de pénétration sexuelle (fellation) avec ces circonstances que les faits ont été commis sur des mineurs de 15 ans et par des personnes abusant de l'autorité conférée par leur fonction.

Faits prévus et réprimés par les articles 222-22, 222-23, 222-24, 222-44, 222-45, 222-47, 222-48 et 222-48-1 du code pénal,

2/ s'être rendu complice par aide et assistance des crimes de viols commis sur des mineurs de 15 ans et par des personnes abusant de l'autorité conférée par leur fonction.

Faits prévus et réprimés par les articles 121-7, 222-22, 222-23, 222-24, 222-44, 222-45, 222-47, 222-48 et 222-48-1 du code pénal,

contre : X

-Ass. END CHILD PROSTITUTION AND TRAFFICKING

représentée par CHIOSSONE Eleonore
domicilié chez Me DAOUD Emmanuel, 9, rue Boissy d'Anglas Cabinet VIGO 75008 PARIS
ayant pour avocat : Me Emmanuel DAOUD

-Ass. INNOCENCE EN DANGER

représentée par SELIER Hodayra
domicilié chez Me MORICE Olivier, 11, rue Saint Dominique 75007 PARIS
ayant pour avocat : Me Olivier MORICE
- Parties Civiles -

Vu la convention du 13 février 1946 ratifiée par la France le 18 août 1947,

Vu l'urgence,



LEG/04/002

EXPOSE DES FAITS

Le procureur de la République de Paris a été destinataire le 31 juillet 2014 d'une dénonciation formalisée par le ministère de la Défense français, transmettant une note produite par la MINUSCA. Ce document faisait état de six témoignages de mineurs centrafricains dénonçant des faits d'abus sexuels commis par des militaires français détachés dans le cadre de l'opération Sangaris et de l'EUFOR entre décembre 2013 et juin 2014, sur des mineurs âgés de 9 à 13 ans sur le camp de M'POKO et sur le secteur de l'aéroport à Bangui. Ces abus sexuels, essentiellement des fellations, auraient été commis en échange de nourriture.

La note de la MINUSCA exposait que les témoignages de ces six enfants avaient été recueillis au cours des mois de mai et juin 2014, conjointement par des personnels de l'UNICEF et par Mme Gallianne PALAYRET, travaillant au sein de la section des Droits de l'Homme et de la Justice de la MINUSCA. Ce document présentait un résumé des dénonciations faites par ces mineurs et ainsi que l'identité de ces derniers.

A la suite de ce signalement, le procureur de la République de Paris a diligenté une enquête confiée à la Brigade des recherches préventives et à la section de recherche de gendarmerie de Paris des chefs de viols sur mineurs de 15 ans.

Les actes d'enquête sont actuellement en cours dans le cadre d'une instruction ouverte le 07 mai 2015, des commissions rogatoires nationale et internationales ayant été délivrées par nos soins.

Aussi serait-il particulièrement utile à l'enquête de :

- pouvoir obtenir copie du rapport d'enquête établi par vos services,
- pouvoir obtenir la levée de l'immunité attachée à la qualité de fonctionnaire de l'organisation des Nations Unies de Mme Gallianne PALAYRET, née le 30 mai 1981 en FRANCE afin de pouvoir l'auditionner ou la faire auditionner en qualité de témoin.

MISSION

Nous avons l'honneur de prier Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies de bien vouloir agréer nos compliments et accepter la déclassification du rapport d'enquête établi par ses services ainsi que de procéder aux démarches de levée d'immunité attachée à la qualité de fonctionnaire de l'organisation des Nations Unies de Mme Gallianne PALAYRET, née le 30 mai 1981 en FRANCE.

Les Magistrats soussignés remercient Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies de son obligeance et le prie d'agréer l'expression de leur haute considération.



Cyril PAQUAUX
vice-président chargé de l'instruction

Sabine KHERIS
vice-président chargé de l'instruction

Françoise RIMAILHO
vice-président chargé de l'instruction

ANNEXE 1

QUALIFICATION JURIDIQUE DES FAITS

- article 222-23 du code pénal:

Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise est un viol.

Le viol est puni de quinze ans de réclusion criminelle.

- article 222-24 du code pénal:

Le viol est puni de vingt ans de réclusion criminelle:

1° Lorsqu'il a entraîné une mutilation ou une infirmité permanente;

2° Lorsqu'il est commis sur un mineur de quinze ans;

3° Lorsqu'il est commis sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de l'auteur ;

4° Lorsqu'il est commis par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait;

5° Lorsqu'il est commis par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions;

6° Lorsqu'il est commis par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice;

7° Lorsqu'il est commis avec usage ou menace d'une arme;

8° Lorsque la victime a été mise en contact avec l'auteur des faits grâce à l'utilisation, pour la diffusion de messages à destination d'un public non déterminé, d'un réseau de communication électronique;

9° Lorsqu'il a été commis à raison de l'orientation ou identité sexuelle de la victime;

10° Lorsqu'il est commis en concours avec un ou plusieurs autres viols commis sur d'autres victimes

11° Lorsqu'il est commis par le conjoint ou le concubin de la victime ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité;

12° Lorsqu'il est commis par une personne agissant en état d'ivresse manifeste ou sous l'emprise manifeste de produits stupéfiants.

COMPÉTENCE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES FRANÇAISES

- article 697-4 du code de procédure pénale:

Les juridictions mentionnées à l'article 697 ayant leur siège à Paris sont également compétentes pour connaître des crimes et des délits commis hors du territoire de la République par les membres des forces armées françaises ou à l'encontre de celles-ci dans les cas prévus au chapitre I^{er} du titre II du livre I du code de justice militaire. En outre, un ou plusieurs magistrats affectés aux formations du tribunal correctionnel de Paris spécialisées en matière militaire sont chargés, par ordonnance du président du tribunal de grande instance, du jugement des contraventions commises dans ces circonstances.

- article L111-1 du code de justice militaire:

Les juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire mentionnées à l'article 697 du code de procédure pénale sont compétentes pour le jugement des crimes et des délits commis en temps de paix sur le territoire de la République par des militaires dans l'exercice du service. Conformément à l'article 697-4 du même code, les juridictions mentionnées au premier alinéa du présent article ayant leur siège à Paris sont également compétentes pour le jugement des crimes, délits et contraventions commis en temps de paix hors du territoire de la République par les membres des forces armées françaises ou à l'encontre de celles-ci, conformément au chapitre I^{er} du titre II du livre I du présent code.

- article 81 du code de procédure pénale : le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité. Il instruit à charge et à décharge. Il est établi une copie de ces actes ainsi que de toutes les pièces de la procédure; chaque copie est certifiée conforme par le greffier ou l'officier de police judiciaire commis mentionné à l'alinéa 4. Toutes les pièces du dossier sont cotées par le greffier au fur et à mesure de leur rédaction ou de leur réception par le juge d'instruction.

Toutefois, si les copies peuvent être établies à l'aide de procédés photographiques ou similaires, elles sont exécutées à l'occasion de la transmission du dossier. Il en est alors établi autant d'exemplaires qu'il est nécessaire à l'administration de la justice. Le greffier certifie la conformité du dossier reproduit avec le dossier original. Si le dessaisissement momentané a pour cause l'exercice d'une voie de recours, l'établissement des copies doit être effectué immédiatement pour qu'en aucun cas ne soit retardée la mise en état de l'affaire prévue à l'article 194. Si le juge d'instruction est dans l'impossibilité de procéder lui-même à tous les actes d'instruction, il peut donner commission rogatoire aux officiers de police judiciaire afin de leur faire exécuter tous les actes d'information nécessaires dans les conditions et sous les réserves prévues aux articles 151 et 152. Le juge d'instruction doit vérifier les éléments d'information ainsi recueillis.

Le juge d'instruction procède ou fait procéder, soit par des officiers de police judiciaire, conformément à l'alinéa 4, soit par toute personne habilitée dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, à une enquête sur la personnalité des personnes mises en examen, ainsi que sur leur situation matérielle, familiale ou sociale. Toutefois, en matière de délit, cette enquête est facultative.

Le juge d'instruction peut également commettre une personne habilitée en application du sixième alinéa, en cas d'impossibilité matérielle, le service pénitentiaire d'insertion et de probation à l'effet de vérifier la situation matérielle, familiale et sociale d'une personne mise en examen et de l'informer sur les mesures propres à favoriser l'insertion sociale de l'intéressée. A moins qu'elles n'aient été déjà prescrites par le ministère public, ces diligences doivent être prescrites par le juge d'instruction chaque fois qu'il envisage de placer en détention provisoire un majeur âgé de moins de vingt et un ans au moment de la commission de l'infraction lorsque la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement. Le juge d'instruction peut prescrire un examen médical, un examen psychologique ou ordonner toutes mesures utiles.



MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES

VS/sec

N° 2015-641223

CONFIDENTIEL

La Mission permanente de la France auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies - Bureau du Secrétaire général – et, se référant à la lettre de cette Mission, en date du 6 février 2015, adressée au Bureau des affaires juridiques des Nations-Unies et confirmant les termes de la demande de levée de l'immunité attachée à la qualité de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies de Mme Gallianne Palayret, a l'honneur de lui transmettre la copie avancée d'une commission rogatoire délivrée le 22 juin 2015 par les Vice-Présidents du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Cette commission rogatoire s'inscrit dans le cadre d'une instruction ouverte le 07 mai 2015 contre X des chefs de viols sur mineurs de 15 ans par personnes abusant de l'autorité conférée par leur fonction et complicité par aide et assistance des crimes de viols commis sur des mineurs de 15 ans, commis en République centrafricaine (RCA) dans le camp de M'Poko et dans le secteur de l'aéroport de Bangui.

Cette demande prie le Secrétaire général des Nations Unies de bien vouloir accepter la déclassification du rapport d'enquête établi par ses services, ainsi que la levée de l'immunité attachée à la qualité de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies de Mme Gallianne Palayret, afin de permettre son audition en qualité de témoin.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies – Bureau du Secrétaire général – voudra bien trouver, en annexe de la présente note, la copie avancée de la commission rogatoire et son annexe, transmises par les Vice-Présidents du Tribunal de Grande Instance de Paris. L'original de cette demande lui sera transmis par une prochaine note verbale. / 3

La Mission permanente de la France auprès des Nations Unies se tient à la disposition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies – Bureau du Secrétaire général – pour toute information supplémentaire et saisit cette occasion pour lui renouveler l'expression de sa haute considération.



New York, le 07 juillet 2015

p.j. : 4 pages

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Bureau du Secrétaire général

Bureau S-3800

Copie - Bureau du Secrétaire général adjoint des Affaires juridiques

S-3620

New York, N.Y. 10017